



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Conseil exécutif

Cent quatre-vingt-onzième session

191 EX/14.INF
PARIS, le 9 avril 2013
Anglais et français seulement

Point 14 de l'ordre du jour provisoire

INSTITUTS ET CENTRES DE CATÉGORIE 2

PARTIE I

RAPPORT SUR LE COÛT TOTAL DES INSTITUTS ET CENTRES DE CATÉGORIE 2

Résumé

Conformément à la résolution 35 C/103 et à la décision 190 EX/18 (I), le présent document fournit des informations sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la stratégie globale intégrée concernant les instituts et centres de catégorie 2 (35 C/22 et Corr.) et des recommandations de l'évaluation et de l'audit conjoints du cadre de gestion des instituts et centres de catégorie 2 réalisés par le Service d'évaluation et d'audit (IOS) (rapport annuel 2011, document 189 EX/16), visant à réduire les incidences financières et administratives sur les ressources limitées de l'Organisation.

1. La première évaluation jamais réalisée du coût pour l'UNESCO des instituts et centres de catégorie 2 a représenté un défi, parce qu'il n'existait encore aucune méthode disponible dans ce domaine. Le type et la profondeur des activités menées sont différents pour chaque entité. Les données dépendent (i) de la date de création des instituts et centres de catégorie 2, car pour les entités établies de longue date il ne reste que peu de mémoire institutionnelle ; (ii) des modalités de coopération énoncées dans l'accord conclu entre l'UNESCO et l'État membre ou le groupe d'États membres concerné ; (iii) de l'existence de stratégies sectorielles de l'UNESCO pour la coopération avec les instituts et centres de catégorie 2 concernés ; et (iv) de la complexité de la collecte des données et du délai relativement court accordé pour l'élaboration d'une nouvelle application d'établissement des rapports concernant la totalité du réseau de 82 instituts et centres.
2. En réponse à la décision 190 EX/18 (I) du Conseil exécutif (octobre 2012), des consultations ont été menées dans un premier temps avec le Comité directeur pour SISTER afin (i) d'entreprendre le développement et la création dans SISTER d'une rubrique spéciale ; (ii) d'organiser à l'intention des points focaux sectoriels plusieurs séances de formation consacrées à l'utilisation de la nouvelle fonction ; puis, plus généralement (iii) de suivre l'intégration des données par les points focaux responsables ; et (iv) de calculer le prix total des instituts et centres de catégorie 2, indiqué dans le présent document, qui complète le document 191 EX/14 Partie I.

3. Une étude systématique a été réalisée dans tous les secteurs de programme et les services administratifs et centraux concernés (IOS, LA, BSP, GBS, MSS/CLD et MSS/BKI) en vue d'estimer le total des effectifs collaborant à différents niveaux avec les instituts et centres de catégorie 2 ainsi que le montant global des dépenses de personnel que cela représente. Le résultat obtenu est présenté dans le tableau ci-dessous et assorti de commentaires :

Nombre total d'instituts et de centres	Estimation du nombre de membres du personnel coopérant avec les instituts/centres de catégorie 2	Estimation du coût total pour le biennium 2012-2013, sur la base des coûts standard de personnel	Coût moyen pour le biennium 2012-2013 par institut/centre
82	117	1 621 099 dollars des É.-U.	1 976 950 dollars des É.-U.

- (a) Il s'agit d'un résultat préliminaire, que le Secrétariat propose de réexaminer pour la 192^e session du Conseil exécutif, lorsque le nombre d'instituts et centres de catégorie 2 non opérationnels aura été estimé (un nombre élevé d'instituts et centres non opérationnels se traduirait par un coût moyen plus élevé).
- (b) Il est en pratique extrêmement difficile de distinguer parmi ces coûts (incluant les études de faisabilité, les évaluations de renouvellement et les documents statutaires pertinents), ceux qui relèvent du contrôle administratif de ces instituts/centres et ceux qui concernent la mise en œuvre d'activités concrètes. Selon une estimation très grossière, les premiers pourraient représenter environ un quart des montants estimés – soit un coût unitaire moyen d'environ 5 000 dollars dépensé à des fins purement administratives. Cela signifie aussi que des coûts moyens plus élevés ne signifient pas nécessairement des coûts administratifs supérieurs, mais plutôt davantage de coopération sur le fond entre le Secrétariat et les instituts/centres concernés autour d'activités concrètes.
- (c) On a relevé que les coûts moyens variaient légèrement en fonction de l'institut/centre étudié – généralement d'un facteur de 1 à 3 (de 10 000 dollars environ à 30 000 dollars environ), avec quelques rares cas extrêmes.

4. Sur la base des résultats du présent rapport, et sachant qu'il n'a pas été possible d'exploiter et d'intégrer dans le système des données complètes, notamment des informations concernant les études de faisabilité et les évaluations de renouvellement, il conviendrait de conclure que les chiffres fournis offrent un tableau, certes important, mais encore incomplet.

ANNEXE

LISTE DES 82 INSTITUTS ET CENTRES DE CATÉGORIE 2 APPROUVÉS

A. Le Secteur de l'éducation est chargé de 8 centres

1. Centre international de formation et de recherche pour l'enseignement rural (INRULED), Beijing (Chine)
2. Centre Asie-Pacifique d'éducation pour la compréhension internationale (APCEIU), Séoul (République de Corée)
3. Centre pour le conseil, l'orientation et l'épanouissement des jeunes en Afrique (GCY), Lilongwe (Malawi)
4. Centre régional pour la planification de l'éducation sous l'égide de l'UNESCO (RCEP), Sharjah (Émirats Arabes Unis)
5. Centre international pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique (CIEFFA), Ouagadougou (Burkina Faso)
6. Centre d'Asie du Sud-Est pour l'apprentissage tout au long de la vie au service du développement durable (SEA-CLLSD), Manille (Philippines)
7. Centre régional pour l'éducation et la protection de la petite enfance dans les États arabes (RCECCE), Damas (République arabe syrienne)
8. Centre sud-asiatique pour le perfectionnement des enseignants, Meepe (Sri Lanka)

B. Le Secteur des sciences exactes et naturelles est chargé de 40 instituts et centres

9. Centre international pour le développement énergétique durable, Moscou (Fédération de Russie)
10. Centre régional pour l'enseignement et la formation en biotechnologie, Faridabad (Inde)
11. Centre international d'enseignement et de formation en protéomique, génomique fonctionnelle et bio-informatique (BIOmics), Rehovot (Israël)
12. Centre international de mathématiques pures et appliquées (CIMPA), Nice (France)
13. Centre international d'évaluation des ressources en eaux souterraines (IGRAC), Delft (Pays-Bas)
14. Centre régional pour la gestion des aquifères partagés (RCSARM), Tripoli (Libye)
15. Centre international de formation et de recherche sur l'érosion et la sédimentation (IRTCES), Beijing (Chine)
16. Centre international de recherche et de formation sur le drainage urbain (IRTCUD), Belgrade (Serbie)
17. Centre régional sur la gestion des eaux urbaines (RCUWM), Téhéran (République islamique d'Iran)

18. Centre international sur les qanats et les structures hydrauliques historiques (ICQHS), Yazd (République islamique d'Iran)
19. Centre régional sur la gestion des eaux urbaines pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Cali (Colombie)
20. Centre de l'eau pour les zones arides et semi-arides d'Amérique latine et des Caraïbes (CAZALAC), La Serna (Chili)
21. Centre international d'hydro-informatique pour la gestion intégrée des ressources en eau, Parc technologique d'Itaipú Binacional, Brésil et Paraguay
22. Centre international pour la gestion intégrée des ressources en eau (ICIWaRM), Alexandria, Virginie (États-Unis d'Amérique)
23. Centre pour la gestion durable des ressources en eau dans les États insulaires des Caraïbes, Saint-Domingue (République dominicaine)
24. Centre international HydroEx pour l'éducation, le renforcement des capacités et la recherche appliquée dans le domaine de l'eau, Minas Gerais (Brésil)
25. Regional Humid Tropics Hydrology and Water Resources Centre for South-East Asia and the Pacific, Kuala Lumpur (Malaisie)
26. Centre régional de formation et d'étude des problèmes de l'eau en zones arides et semi-arides (RCTWS), ville du Six octobre (Égypte)
27. Centre régional européen d'écohydrologie (ERCE), Lodz (Pologne)
28. PHI-HELP Centre international sur la législation, les politiques et les sciences relatives à l'eau, Université de Dundee, Dundee, (Écosse, Royaume-Uni)
29. Centre international sur l'eau pour la sécurité alimentaire, Université Charles Sturt, Wagga (Australie)
30. Centre régional de recherche sur la gestion de l'eau dans les zones arides, Pakistan
31. Centre international d'écohydrologie côtière (CIEC), Faro (Portugal)
32. Centre d'écohydrologie pour l'Asie et le Pacifique (APCE), Cibinong (Indonésie)
33. Centre international sur les risques liés à l'eau et leur gestion (ICHARM), Tsukuba (Japon)
34. Centre international sur les ressources en eau et le changement planétaire, Allemagne
35. Centre international sur les technologies spatiales au service du patrimoine culturel et naturel, Beijing (Chine)
36. Centre international de recherche sur le karst, Guilin (Chine)
37. Centre international pour la coopération Sud-Sud dans le domaine des sciences, de la technologie et de l'innovation (ISTIC), Kuala Lumpur (Malaisie)
38. Centre régional pour le développement des parcs scientifiques et des pépinières technologiques, Ispahan (République islamique d'Iran)

39. Centre international de recherche et de formation sur la stratégie de la science et de la technologie, Beijing (Chine)
40. Centre de perfectionnement des scientifiques des pays lusophones en sciences fondamentales, Lisbonne (Portugal)
41. Centre régional de glaciologie pour l'Asie centrale, Almaty (Kazakhstan)
42. Centre régional pour la gestion intégrée des bassins fluviaux (RC-IRBM), Kaduna (Nigéria)
43. Centre régional d'éducation, de formation et de recherche sur les ressources en eaux souterraines pour l'Afrique de l'Est, Nairobi (Kenya)
44. Centre international de biotechnologie, Nsukka (Nigéria)
45. Centre régional des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, Marrakech (Maroc)
46. Centre international de formation et de recherche avancées en physique, Bucarest (Roumanie)
47. Centre régional sur le développement des capacités et la recherche en matière de récupération de l'eau, Soudan
48. Centre sur l'eau pour le développement durable et l'adaptation au changement climatique, Belgrade (Serbie)

C. Le Secteur des sciences sociales et humaines est chargé de 6 instituts et centres

49. Centre international des sciences de l'homme (CISH), Byblos (Liban)
50. Centre international d'Artek pour l'enfance, Artek (Ukraine)
51. Observatoire pour les femmes, le sport et l'éducation physique, Athènes (Grèce)
52. Centre international pour la promotion des droits de l'homme, Buenos Aires (Argentine)
53. Institut d'Afrique de l'Ouest pour la recherche internationale sur l'intégration régionale et les transformations sociales, Praia (Cap-Vert)
54. Centre régional de recherche et de documentation sur les femmes, le genre et la construction de la paix dans la région des Grands Lacs, Kinshasa (République démocratique du Congo)

D. Le Secteur de la culture est chargé de 23 instituts et centres

55. Centre régional pour la promotion du livre en Amérique latine et dans les Caraïbes (CERLALC), Bogota (Colombie)
56. Centre régional pour les arts vivants en Afrique, Bobo-Dioulasso (Burkina Faso)
57. Institut international d'études sur l'Asie centrale (IIEAC), Samarkand (Ouzbékistan)
58. Institut international d'études des civilisations nomades (IISNC), Oulan-Bator (Mongolie)
59. Institut pour la culture africaine et la compréhension internationale, Abeokuta, État d'Ogun (Nigéria)

60. Fondation nordique du patrimoine mondial (NWHF), Oslo (Norvège)
 61. Institut de formation et de recherche sur le patrimoine mondial pour la région Asie-Pacifique, Chine
 62. Centre régional arabe pour le patrimoine mondial, Bahreïn
 63. Institut régional du patrimoine mondial, Zacatecas (Mexique)
 64. Fonds africain du patrimoine mondial, Afrique du Sud
 65. Centre régional de formation à la gestion du patrimoine, Rio de Janeiro (Brésil)
 66. Centre international de formation sur le patrimoine culturel immatériel dans la région Asie-Pacifique, Chine
 67. Centre international d'information et de travail en réseau sur le patrimoine culturel immatériel dans la région Asie-Pacifique, République de Corée
 68. Centre international de recherche sur le patrimoine culturel immatériel dans la région Asie-Pacifique, Japon
 69. Centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de l'Amérique latine (CRESPIAL), Cuzco (Pérou)
 70. Centre régional pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Europe du Sud-Est, Sofia (Bulgarie)
 71. Centre régional de recherche pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel en Asie de l'Ouest et en Asie centrale, Téhéran (République islamique d'Iran)
 72. Centre régional d'archéologie sous-marine, Zadar (Croatie)
 73. Centre international Vigdís pour le multilinguisme et la compréhension interculturelle, Reykjavik (Islande)
 74. Musée international des femmes artistes (IMWA), Amman (Jordanie)
 75. Centre international de recherche sur l'économie de la culture et l'étude du patrimoine mondial, Turin (Italie)
 76. Centre régional pour l'art contemporain, Doha (Qatar)
 77. Centre international sur l'art rupestre et la Convention du patrimoine mondial, Espagne
- E. Le Secteur de la communication et de l'information est chargé de 4 centres**
78. Centre international d'enregistrement des publications en série (CIEPS), Paris (France)
 79. Centre régional pour les technologies de l'information et de la communication, Manama (Bahreïn)
 80. Centre régional d'études pour le développement de la société de l'information, São Paulo (Brésil)

81. Centre régional pour les systèmes de bibliothèques et d'information et les systèmes d'information sur les recherches en cours (IZUM), Maribor (Slovénie)

F. Le Bureau de la planification stratégique est chargé d'un institut

82. Institut international pour la paix à l'Université Rutgers, Université d'État du New Jersey (États-Unis d'Amérique)



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Conseil exécutif

Cent quatre-vingt-onzième session

191 EX/14.INF Corr.
PARIS, le 11 avril 2013
Français seulement

Point 14 de l'ordre du jour provisoire

INSTITUTS ET CENTRES DE CATÉGORIE 2

PARTIE I

RAPPORT SUR LE COÛT TOTAL DES INSTITUTS ET CENTRES DE CATÉGORIE 2

CORRIGENDUM

3. Une étude systématique a été réalisée dans tous les secteurs de programme et les services administratifs et centraux concernés (IOS, LA, BSP, GBS, MSS/CLD et MSS/BKI) en vue d'estimer le total des effectifs collaborant à différents niveaux avec les instituts et centres de catégorie 2 ainsi que le montant global des dépenses de personnel que cela représente. Le résultat obtenu est présenté dans le tableau ci-dessous et assorti de commentaires :

Nombre total d'instituts et de centres	Estimation du nombre de membres du personnel coopérant avec les instituts/centres de catégorie 2	Estimation du coût total pour le biennium 2012-2013, sur la base des coûts standard de personnel	Coût moyen pour le biennium 2012-2013 par institut/centre
82	117	1 621 099 dollars des É.-U.	19 769.50 dollars des É.-U.